

Voulons-nous remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie chère et mal conçue ? La taxe sur l'énergie représente une expérience risquée pour les finances de l'Etat, mais aussi pour les automobilistes, les locataires, les propriétaires et les entreprises. Le 8 mars, NON à la taxe sur l'énergie!

5.- le lit d'essen

Le Parlement fédéral a rejeté cette initiative à une large majorité.

L'UDC, le PLR, le PDC, le PBD, le PEV et le PS ont unanimement dit NON à ce texte.

Le Conseil fédéral, l'économie, le patronat et les syndicats, l'agriculture, les propriétaires immobiliers et les associations automobiles y sont également opposés.



Céline Amaudruz
Conseillère nationale
UDC/GE



Raphaël Comte
Conseiller aux Etats
PLR/NE



Christophe Darbellay
Conseiller national (VS)
Président du PDC



Martin Landolt
Conseiller national (GL)
Président du PBD



Olivier Feller
Conseiller national
PLR/VD
Secrétaire général de la
Fédération romande
immobilière



Pierrette Roulet-Grin
Membre du Conseil d'ad-
ministration TCS Suisse

Coûts de l'énergie
5 francs par litre d'essen
qui explosent ! La nouve
les ménages et les régio

Financement de
Abolir la TVA, qui procur
cipale source de revenu
publiques importantes e

Produits d'export
Avec une énergie forte
moins compétitifs face à
est en jeu.

Comité interpartis
«Taxe sur l'énergie NON»
Case postale 6136 - 3001 Berne
info@taxe-energie-non.ch
www.taxe-energie-non.ch



Taxe énergie
NON

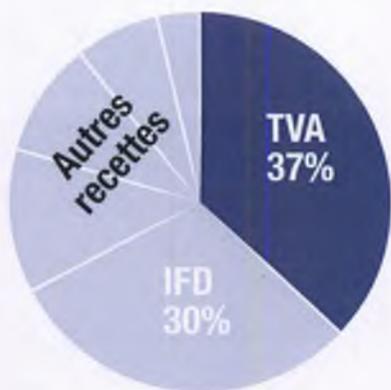
www.taxe-energie-non

Que veut l'initiative?

Les Vert'libéraux proposent de remplacer la TVA par une lourde taxe sur l'essence, le diesel, le mazout, le gaz et l'électricité. Ce bouleversement majeur aurait de lourdes conséquences pour les consommateurs et pour les finances publiques.

Expérience risquée pour les prestations de l'Etat et les retraites

La TVA représente plus d'un tiers des recettes de la Confédération



Source: DFF Comptes 2013

La TVA est la principale source de financement de la Confédération. Elle rapporte plus de 22 milliards de francs par année et permet entre autres de financer les transports publics, la formation, un système de santé de qualité ainsi que notre sécurité. La TVA est également vitale pour nos assurances sociales (AVS/AI). La supprimer c'est prendre un pari très risqué, d'autant que l'initiative se base sur un mécanisme boiteux.

L'initiative est fondamentalement mal construite. Si elle atteint son objectif et que la consommation d'énergie diminue, alors l'argent manque dans les caisses de l'État. Ce texte pose un dilemme insoluble, car il faut soit relever en permanence la taxe pour compenser la baisse des recettes, ou laisser la Confédération enregistrer des pertes financières massives. **Ne comprométons pas la stabilité des finances fédérales !**

5 francs le litre d'essence, de chauffage et de l'électricité

Faire le plein coûtera bien plus cher. Pour compenser les pertes de francs que la TVA rapporte, la taxe sur l'essence, le mazout, le gaz et l'électricité devra être très élevée. Les régions périphériques seront touchées. Une taxe sur l'énergie sera encore plus fortement subventionnée sur les faibles revenus dans la mesure où les coûts de l'énergie représentent une part plus importante des budgets.

Et ce n'est qu'un début : si la mesure que la consommation baissera, il faudra sans doute augmenter la taxe pour assurer des recettes suffisantes à l'État. **Ne transformons pas l'État en un produit de luxe !**

Industrie et emplois

Une taxe aussi élevée sur les entreprises et les particuliers. Les produits suisses deviendront moins compétitifs à l'étranger, car la Suisse s'ouvrira au tourisme d'achat s'accroissant. L'initiative menace des milliers d'emplois. **La bureaucratie que ce mode de financement des entreprises hors-jeu !**